Civ. 2^e, 16 avril 2015, n° 14-16636

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. X... a été victime d'un accident de la circulation le 14 août 1997 ; qu'après expertise judiciaire, il a saisi un tribunal de grande instance pour obtenir de la société Axa courtage, aux droits de laquelle vient la société Axa France IARD (l'assureur), l'indemnisation de son préjudice corporel, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie d'Indre-et-Loire (la caisse) ;

Sur le premier moyen :

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt de condamner l'assureur à lui payer la seule somme de 572 207, 64 euros après avoir limité le préjudice subi au titre de la perte de gains professionnels actuels à celle de 126 984, 33 euros, alors, selon le moyen, que le principe de l'autorité de la chose jugée est général et absolu et s'attache même aux décisions erronées ; qu'en retenant, pour écarter l'autorité de chose jugée jugement du 20 novembre 2003 qui a fixé à 149 858 euros la perte de gains professionnels actuels subie par M. X..., que ce jugement avait omis de tenir compte des indemnités journalières perçues par la victime et qui devaient venir en déduction de l'indemnisation allouée à ce titre, la cour d'appel a violé l'article 1351 du code civil ;

Mais attendu qu'en se bornant à déduire le montant de la créance de la caisse de l'indemnité précédemment fixée au titre de la perte de gains actuels, la cour d'appel a seulement appliqué les règles d'imputation de la créance des tiers payeurs et n'a pas méconnu l'autorité de la chose jugée attachée au jugement du 20 novembre 2003 ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Mais sur le second moyen, pris en sa première branche :

Vu les articles 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974 et 3 de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, ensemble le principe de la réparation intégrale sans perte ni profit pour la victime ;

Attendu que pour fixer la perte de gains professionnels futurs de M. X... à la somme de 390 558, 11 euros outre une rente mensuelle de 2 962, 23 euros du 1er janvier 2013 au 19 avril 2021, l'arrêt énonce que, sur l'indice de revalorisation, c'est à tort que le premier juge a fait application de l'indice annuel de revalorisation des salaires, alors que, s'agissant de l'indemnisation d'un préjudice causé par un accident de la circulation, il convient, en vertu de l'article 1er de la loi n° 74-1118 du 27 décembre 1974, de se référer aux coefficients de revalorisation prévus par l'article L. 434-17 du code de la sécurité sociale, taux de majoration annuelle des rentes accident du travail ;

Qu'en statuant ainsi, la cour d'appel, qui n'était pas tenue par l'indice de revalorisation prévu par l'article L. 434-17 du code de la sécurité sociale s'agissant d'une demande d'actualisation des revenus pour calculer la perte de gains professionnels futurs, a méconnu l'étendue de ses pouvoirs et violé les textes et le principe susvisés ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la seconde branche du second moyen :

CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il a fixé à la somme de 390 558, 11 euros la perte de gains professionnels futurs, a condamné la société Axa France à payer à M. Jacques X..., après déduction des provisions déjà versées, en deniers ou quittances, la somme de 572 207, 64 euros et a condamné la société Axa France à verser à M. X..., au titre de la perte de gains professionnels futurs à compter du 1er janvier 2013 et jusqu'au 19 avril 2021, une rente mensuelle d'un montant initial de 2 962, 23 euros, l'arrêt rendu le 13 janvier 2014, entre les parties, par la cour d'appel d'Orléans ; remet, en conséquence, sur ces points, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Bourges ;